

**Art. 11.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 1994 tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 februari 1987, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, waarbij een artikel 54bis is ingevoegd, wordt opgeheven.

**Art. 12.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 13.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1995.

**Art. 14.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Gehandicaptenbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

IC - 27338J

F. 95 - 1854

**23 MARS 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant certains actes d'exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967  
créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1970 fixant les conditions d'agrément des établissements, des homes et des services de placement familiaux pour handicapés;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 juillet 1983 déterminant la part contributive des handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu l'avis de la Commission de programmation et de consultation du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés donné le 21 février 1995;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, donné le 13 mars 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 15 mars 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989 ;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de proscrire de façon formelle la pratique des pas de porte en matière d'admission dans les institutions du Fonds de Soins Médico-socio-pédagogiques et de fixer certains principes sur les suppléments demandés aux personnes handicapées dans les institutions et de mieux spécifier l'agrément des institutions et donc leurs obligations;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. - Disposition générale**

**Article 1er.** Le présent arrêté règle en application de l'article 138 de la constitution de la Constitution une matière visée à l'article 128, §1er, de celle-ci.

Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

**CHAPITRE II. - Modification de l'arrêté royal du 23 décembre 1970 fixant les conditions d'agrément des établissements, des homes et des services de placement familiaux pour handicapés**

**Art. 2.** Dans l'annexe de l'arrêté royal du 23 décembre 1970 fixant les conditions d'agrément des établissements, des homes et des services de placement familiaux pour handicapés le chapitre 1er, II, B est complété comme suit :

"d) En aucun cas, l'admission dans une institution ne peut être conditionnée par une contrepartie en espèces ou en nature exigée des candidats à l'admission, de leurs représentants légaux ou de leur famille."

**CHAPITRE III. - Modification de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 juillet 1983 déterminant la part contributive des handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions de la Communauté française**

**Art. 3.** Un article 10bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 juillet 1983 déterminant la part contributive des handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions de la Communauté française :

"Art. 10bis. §1er Aucun supplément à la part contributive ne peut être exigé par l'institution pour couvrir les frais de personnel, de fonctionnement et de séjour des personnes handicapées.

§ 2. Peuvent être exigés en supplément de la part contributive et dans la mesure où ils ne font pas l'objet d'une intervention légale ou réglementaire :

1° en régime d'internat :

a) la partie du coût qui reste à charge du bénéficiaire dans les frais de prothèse ;

b) les frais de transport exposés par la personne handicapée pour se rendre du lieu de l'institution vers sa résidence, son lieu d'un travail ou un établissement d'enseignement et inversement;

c) les frais scolaires;

d) les frais spécifiques liés à l'incontinence;

e) les frais d'aides techniques telles que les voiturettes et autres dispositifs mécaniques ou électriques;

2° en régime de semi-internat : les frais scolaires

§ 3. Peuvent être exigés en supplément de la part contributive les frais exposés en vue d'assurer à la personne handicapée, à sa demande ou à la demande de son représentant légal, un confort ou des possibilités d'épanouissement et de loisirs ne répondant pas à des besoins vitaux."

CHAPITRE IV. - *Modification de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés*

Art. 4. Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés :

"Art. 6bis. La décision d'agrément mentionne notamment :

1° le type de régime pour lequel l'institution est agréée;

2° les catégories et la gravité des handicaps dont sont atteintes les personnes auxquelles s'adresse l'institution;

3° le nombre maximal de places agréées et subventionnées par le Fonds;

4° le sexe et l'âge minimum et maximum des personnes mineures pouvant être hébergées; le sexe des personnes adultes pouvant être hébergées;

5° la localisation des implantations avec, le cas échéant, la répartition des places agréées entre ces différentes implantations."

Art. 5. Un article 6ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Art. 6ter. § 1er. Peut accueillir des personnes handicapées au-delà de la limite prévue à l'article 6bis, 3° :

1° l'institution qui accueille une personne handicapée en lieu et place d'une personne qui n'est plus au même moment dans l'institution mais pour laquelle l'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques continue à être versée;

2° l'institution d'hébergement qui accueille en journée des personnes handicapées dans les limites fixées à l'article 6bis, 3°;

§ 2. Les dépassements occasionnels de la capacité agréée résultant de l'application des dispositions du § 1er sont autorisés :

- dans la mesure où ils n'excèdent pas, soit une unité, soit 5 % de la capacité visée à l'article 6bis, 3° lorsque celle-ci atteint au moins 40 places.

La partie de l'occupation moyenne qui excède la capacité visée à l'article 6bis, 3° n'est pas prise en compte pour le calcul des subventions octroyées par le Fonds.

Ces dépassements ne sont pas pris en considération lors du contrôle de l'utilisation des subventions.

§ 3. En aucun cas l'intervention réclamée en fonction de l'application du présent article à la personne handicapée, à sa famille ou à un autre pouvoir public ne peut excéder celle applicable en vertu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 juillet 1983 déterminant la part contributive des handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions de la Communauté française. "

CHAPITRE V. - *Dispositions finales*

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1995.

Art. 7. Le Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 95 - 1854

[C - 27338]

23 MAART 1995. - *Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van bepaalde daden van tenuitvoerlegging van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten*

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de inrichtingen, tehuizen en diensten voor plaatsing in gezinnen ten behoeve van gehandicapten;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 juli 1983 houdende vaststelling van de bijdrage van de gehandicapten geplaatst in de instellingen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1987, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

Gelet op het advies van de programmerings- en adviescommissie van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gegeven op 21 februari 1995;

Gelet op het advies van de Waalse adviesraad voor gehandicapte personen, gegeven op 13 maart 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 maart 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat sleutelgeld uitdrukkelijk verboden moet worden i.v.m. de toegang tot de instellingen van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg, dat bepaalde principes moeten worden vastgesteld m.b.t. de supplementen die door de instellingen aan de gehandicapten worden opgelegd en dat de erkenning van de instellingen, en bijgevolg hun verplichtingen, beter gespecificeerd moet worden;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. - Algemene bepaling

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Het is van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied.

#### HOOFDSTUK II. - Wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de inrichtingen, tehuizen en diensten voor plaatsing in gezinnen ten behoeve van gehandicapten

**Artikel 1.** In de bijlage bij het koninklijk besluit van 23 december 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de inrichtingen, tehuizen en diensten voor plaatsing in gezinnen ten behoeve van gehandicapten wordt hoofdstuk I, II, B als volgt aangevuld :

"d) De opnemingsinstelling mag in geen geval aanleiding geven tot een tegenwaarde, in geld of in natura, ten laste van de kandidaten voor de opnemingsinstelling, van hun wettelijke vertegenwoordigers of hun gezin."

**HOOFDSTUK III. - Wijziging van het besluit van de executieve van de Franse Gemeenschap van 25 juli 1983 houdende vaststelling van de bijdrage van de gehandicapten ten laste van het fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten geplaatst in de instellingen van de Franse Gemeenschap**

**Art. 3.** In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 juli 1983 houdende vaststelling van de bijdrage van de gehandicapten ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten geplaatst in de instellingen van de Franse Gemeenschap wordt een als volgt luidend artikel 10bis ingevoegd :

"Art. 10bis. § 1. Naast de bijdrage mag de instelling geen supplement eisen om de personeels-, werkings- en verblijfskosten van de gehandicapten te dekken.

§ 2. Boven de bijdrage kunnen vereist worden, voor zover ze niet het voorwerp zijn van een wettelijke of verordeningstegemoetkoming, :

1° onder het stelsel van het internaat :

- a) het deel van de prothesekosten dat ten laste van de begunstigde blijft;
- b) de vervoerkosten van de gehandicapte persoon om zich van de instelling naar zijn woonplaats, werkplaats of een onderwijsinstelling te begeven, en omgekeerd;
- c) de onderwijskosten;
- d) de specifieke kosten i.v.m. incontinentie;
- e) de kosten voor technische bijstand, zoals wagentjes en andere mechanische of elektrische toestellen;

2° onder het stelsel van het semi-internaat :

de onderwijskosten.

§ 3. Boven de bijdrage kunnen vereist worden de kosten om de handicapte persoon, op zijn verzoek of op verzoek van zijn wettelijke vertegenwoordiger, een comfort of ontplooiings- en ontplooiingsmogelijkheden te waarborgen die niet aan vitale behoeften beantwoorden."

**HOOFDSTUK IV. - Wijziging van het besluit van de executieve van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1987, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten**

**Art. 4.** In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1987, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten wordt een als volgt luidend artikel 6bis ingevoegd :

"Art. 6bis. De erkenningsbeslissing vermeldt met name :

- 1° het type stelsel waarvoor de instelling erkend is;
- 2° de categorieën en de ernst van de handicaps waaraan de personen voor wie de instelling bestemd is, lijden;
- 3° het maximaal aantal plaatsen erkend en gesubsidieerd door het Fonds;
- 4° het geslacht en de minimale en maximale leeftijd van de minderjarige personen die ondergebracht kunnen worden; het geslacht van de volwassen personen die ondergebracht kunnen worden;
- 5° de localisatie van de vestigingen met, in voorkomend geval, de verdeling van de erkende plaatsen tussen de verschillende vestigingen."

**Art. 5.** In hetzelfde besluit wordt een als volgt luidend artikel 6ter ingevoegd :

"Art. 6ter. § 1. De volgende instellingen mogen een gehandicapte persoon opnemen buiten de in artikel 6bis, 3°, bedoelde grens :

1° de instelling die een gehandicapte persoon opneemt in de plaats van een persoon die zich op dat moment niet meer in de instelling bevindt maar de tegemoetkoming van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg blijft genieten;

2° de instelling die overdag gehandicapte personen opneemt binnen de in artikel 6bis, 3°, vastgestelde grenzen;

§ 2. De toevallige overschrijdingen van de erkende capaciteit die uit de toepassing van de bepalingen van § 1 voortvloeien, zijn toegelaten : - voor zover ze niet meer bedragen dan hetzij een eenheid, hetzij 5 % van de in artikel 6bis, 3°, bedoelde capaciteit als deze laatste ten minste 40 plaatsen bereikt.

Voor de berekening van de door het Fonds toegekende toelagen wordt geen rekening gehouden met het deel van de gemiddelde bezetting dat de in artikel 6bis, 3°, bedoelde capaciteit overschrijdt.

Die overschrijdingen worden niet in overweging genomen bij de controle op het gebruik van de toelager.

§ 3. De bijdrage die overeenkomstig de toepassing van dit artikel geeïst wordt van de gehandicapte persoon, zijn gezin of van een andere overheid, mag in geen geval hoger zijn dan de bijdrage die toepasselijk is krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 juli 1983 houdende vaststelling van de bijdrage van de gehandicapten ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten geplaatst in de instellingen van de Franse Gemeenschap. »

#### HOOFDSTUK V. - Slotbepalingen

Art. 6. Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 1995.

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegdheden het Gehandicaptenbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON  
De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE -- BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

#### MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 - 1855

22 DECEMBRE 1994. -- Arrêté du Collège réuni modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1950 relatif à l'encouragement de l'activité familiale des services de soins à domicile

Le Collège réuni,

Vu l'article 135 de la Constitution, coordonnée le 17 février 1994;

Vu l'ordonnance du 13 janvier 1994 contenant le budget des dépenses de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 1994;

Vu l'arrêté royal du 27 décembre 1950 relatif à l'encouragement de l'activité familiale des services de soins à domicile, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 13 février 1975;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les gestionnaires des services de soins à domicile doivent être prévenus sans retard des modalités d'octroi de la subvention relative à l'encouragement de l'activité familiale des services de soins à domicile;

Vu l'avis de la Section soins à domicile, médecine préventive et éducation sanitaire du Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes, donné le 7 décembre 1994;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 décembre 1994;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, compétents pour la Politique de Santé,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté royal du 27 décembre 1950 relatif à l'encouragement de l'activité familiale des services de soins à domicile, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 13 février 1975, les mots « le Ministre de la Famille et du Logement » sont remplacés par les mots « les Membres du Collège réuni, compétents pour la Politique de Santé ».

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires prévus, les Membres du Collège réuni, compétents pour la Politique de Santé, neuvient, conformément au présent arrêté, accorder des subventions

#### MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 95 - 1855

22 DECEMBER 1994. -- Besluit van het Verenigd College tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 december 1950 tot aanmoediging van de gezinsactiviteit der diensten voor verzorging aan huis

Het Verenigd College.

Gelet op artikel 135 van de Grondwet, gecoördineerd op 17 februari 1994;

Gelet op de ordonnantie van 13 januari 1994 houdende de uitgavenbegroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 december 1950 tot aanmoediging van de gezinsactiviteit der diensten voor verzorging aan huis, gewijzigd voor het laatst bij het koninklijk besluit van 13 februari 1975;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de beheerders van de diensten voor thuiszorg zonder uitstel van de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie tot aanmoediging van de gezinsactiviteit van de diensten voor thuiszorg op de hoogte dienen te worden gebracht;

Gelet op het advies van de Afdeling diensten voor thuiszorg, preventieve geneeskunde en gezondheidsvoorlichting en -opvoeding van de Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg, gegeven op 7 december 1994;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 december 1994;

Gelet op het voorstel van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,

Besluit :

**Artikel 1.** In het koninklijk besluit van 27 december 1950 tot aanmoediging van de gezinsactiviteit der diensten voor verzorging aan huis, gewijzigd voor het laatst bij het koninklijk besluit van 13 februari 1975, worden de woorden « de Minister van het Gezin en van de Huisvesting » vervangen door de woorden « de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid ».

**Art. 2.** Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Binnen de perken van de voorziene begrotingskredieten, mogen de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, overeenkomstig dit besluit, subsidies verlenen